

RASSEMBLER LE MONDE DU TRAVAIL POUR TRANSFORMER LA SOCIÉTÉ !

Plus que jamais déterminés à construire l'offensive sociale

 PASCAL LEFÈBVRE, SECRÉTAIRE FÉDÉRAL

NOUVELLE ÉCONOMIE : UN NOUVEAU MONDE DE SERVITUDE

Jamais depuis des décennies, le monde du travail n'avait connu une telle régression de ses droits les plus fondamentaux. L'explosion de la première bulle spéculative de 2000, puis le krach boursier mondial de 2008 ont servi de prétexte à l'accélération de la déréglementation des règles sociales conduisant à une précarité totale pour un nombre grandissant d'êtres humains. Les milliardaires amassent toujours plus, tandis que la pauvreté gagne chaque jour des pans supplémentaires du reste de l'humanité : 8 milliardaires dans le monde possèdent autant de richesses que la moitié la plus pauvre de la population mondiale (3,6 milliards de personnes). 82 % des richesses créées dans le monde l'année dernière ont bénéficié au 1 % des plus riches, alors que la situation a régressé pour les 50 % les plus pauvres.

Les inégalités sociales n'ont jamais été aussi criantes. Cette nouvelle distorsion dans la répartition des richesses est telle que même certains des plus nantis tirent le signal d'alarme en alertant sur les risques d'embrasements sociaux majeurs.

À l'heure de la mondialisation, la lutte des classes n'existerait plus ?

L'Europe, continent « riche », n'échappe pas à cette boulimie d'accumulation de profits tandis que les peuples qui la composent subissent une cure d'austérité sociale et économique des plus drastiques. Partout, les services publics sont supprimés pour laisser place à des acteurs privés qui escomptent tirer un profit maximal des besoins primordiaux. Éducation, santé, énergie, police, transports collectifs, territorialité, tout est mis à sac pour permettre à cette ultraminorité parasitaire d'engranger toujours plus de richesses. L'espérance de vie en Europe diminue sensiblement, de plus en plus de personnes accèdent difficilement aux soins et s'enfoncent dans la précarité et la misère.

Et cette misère amène dans son sillage le retour de la « bête immonde » !

En effet, cette situation génère une forte poussée des extrêmes-droites et des partis nationalistes, conséquence de la cure d'austérité imposée aux peuples et à la remise en cause des ser-

vices publics et de la protection sociale. Partout en Europe, les partis de la droite traditionnelle, dite « modérée », et de la social-démocratie ont abandonné leur peuple pour servir le grand capital. Adeptes de Thatcher et de Reagan, ils ont mené des politiques ultralibérales pour orienter toutes leurs actions au bénéfice des grands patrons et des multinationales.

En France, le désenchantement et le sentiment de trahison engendrés par cette alternance politique de façade a permis à un jeune banquier de chez Rothschild de devenir ministre de l'Économie, puis président de la République !

Toute l'ironie est là, l'accession au pouvoir de notre président jupitérien n'a été rendue possible que par le discrédit des partis politiques « historiques » au service des banques d'affaires et qui ont permis le renforcement du Front national de la famille Le Pen.

Élu contre une représentante de la xénophobie et du fascisme, le nouveau locataire élyséen peut maintenant déployer la phase finale de destruction des avancées sociétales du Conseil national de la Résistance issues de décennies de luttes sociales. Dès lors, Macron, serviteur zélé des puissants, évangéliste du « *marché qui nage*, selon la formule de Marx,

Partout en Europe, les partis de la droite traditionnelle, dite « modérée », et de la social-démocratie ont abandonné leur peuple pour servir le grand capital.

« dans les eaux glacées du calcul égoïste » peut accélérer la destruction des acquis sociaux déjà entreprise pas ses prédécesseurs et nous ramener ainsi aux conditions sociales des travailleurs du XIX^e siècle.

Ses premiers actes de classe, nous ne les connaissons que trop bien pour les avoir combattus et continuons à le faire :

- sa réforme du Code du travail est la négation même de ce qui a été l'outil de droits au service des salariés ;
- celle de la formation professionnelle donne tout son sens au jargon patronal de l'employabilité des salariés ;
- quant à la protection sociale solidaire et universelle, elle disparaît sous les coups de boutoir du macronisme pour la livrer en lambeaux au marché assurantiel.

Annihiler les résistances sociales passe par éloigner l'outil syndical des travailleurs en l'institutionnalisant davantage dans des instances chronophages dont l'objectif est la soumission aux besoins des actionnaires.

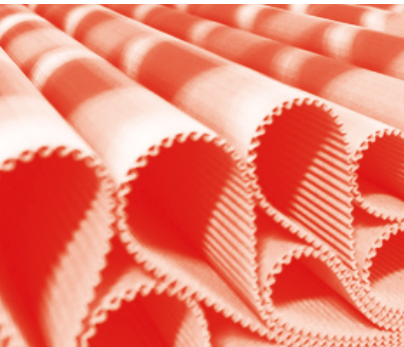
gouvernement une négociation sur les conventions collectives. Les Allemands de IG Métal imposaient au patronat une augmentation de salaire de 4,3 % et des réductions du temps de travail. Les commissions ouvrières espagnoles étaient à l'offensive contre les lois travail du gouvernement Rajoy, de même pour les Belges, les Polonais...

En France, contre la loi Travail El Khomri, la mobilisation sociale a été d'une grande ampleur durant plusieurs mois. Ce mouvement social a été majoritairement ap-

Et c'est bien ce que les fameuses ordonnances remettent aussi en cause, ce syndicalisme de proximité, du cahier de revendications de l'atelier ou du service, celui en prise avec le quotidien des salariés.

Annihiler les résistances sociales passe par éloigner l'outil syndical des travailleurs en l'institutionnalisant davantage dans des instances chronophages dont l'objectif est la soumission aux besoins des actionnaires.

Pour le patronat, le syndicat devrait se



Il faut y ajouter l'assurance chômage, la Fonction publique, le statut des cheminots, les ponctions sur les pensions, la fin de la médecine et de l'inspection du travail et la liste des remises en cause est si longue qu'elle en donne le vertige.

Voilà donc le fameux modèle social 2.0 de la nouvelle économie mondialisée qu'ils tentent de nous imposer, « Uber » à tous les niveaux !

Pour que la domination du capital soit totale, il faut au président Macron comme à ses homologues européens et planétaires balayer toutes les formes de résistance et d'alternatives possibles. Il leur faut donc mettre au pas toute forme de résistance et de conquêtes communes en direction des travailleurs, le syndicalisme !

ORDONNANCES MACRON : DE LA COLLABORATION DE CLASSE À LA DISPARITION SYNDICALE

Le travail est au cœur du conflit social permanent qui nous oppose aux détenteurs de capitaux.

Les mobilisations des travailleurs se multiplient à travers la planète. Récemment, en Europe, les travailleurs grecs s'opposaient massivement à la remise en cause du droit de grève. Les Italiens, avec l'unité retrouvée de leurs syndicats, réussissaient à imposer au patronat et au

précié dans l'opinion publique et, s'il n'a pas permis pour autant d'empêcher le coup de force du gouvernement Valls, il reste une lutte de référence de la résistance des peuples au grand capital et servira de base aux luttes futures.

Mais ce combat contre la loi Travail pose un certain nombre de questions. Tout d'abord celle des formes d'actions et de l'utilité de la manifestation en tant qu'outil de contestation. Cette forme de lutte traditionnelle est-elle suffisante pour construire la convergence des luttes et renforcer le mouvement de contestation ?

La réponse à cette question se trouve sans aucun doute dans l'ancrage des luttes à l'entreprise. Le combat contre les ordonnances « macroniennes » le prouve.

Car il ne suffit pas d'appeler à des journées de grève et de manifestations unitaires et interprofessionnelles pour bloquer l'économie du pays, ce qui, nous le savons, est notre seule planche de salut !

Le rassemblement de tous les travailleurs ne se décrète pas. Il s'organise et se construit de manière méthodique. Il commence par ce qu'Henri Krasucki appelait « le syndicalisme du carreau cassé ». Il n'y a pas de petites revendications car toutes portent en elles les germes d'une transformation profonde de la société.

transformer en appendice des politiques patronales et gérer « au mieux » les conséquences de leurs choix de gestion.

Certaines organisations syndicales ont fait ce choix d'accompagner les réformes libérales, considérant que la résistance est vaine et qu'un nouveau modèle social-libéral (quel oxymore !) est la solution à cette économie du numérique mondialisée.

Mais ces dernières, que leur collaboration a prises en défaut, commencent à vérifier que le patronat et son gouvernement de combat ont dépassé ce cap du « paritarisme » et ont maintenant décidé la disparition pure et simple du syndicalisme. Référendum d'entreprise, conseil d'entreprise qui se substituent aux syndicats pour la négociation collective, suppression des CHS-CT et des délégués du personnel deviennent tout un arsenal mis à disposition des adhérents du MEDEF pour éradiquer le fait syndical en entreprise.

La remise en cause de la hiérarchie des normes va provoquer rapidement une descente aux enfers dans nombre d'entreprises pour les travailleurs.

Mais un autre choix s'offre à eux, celui de se rassembler pour lutter et imposer, par le rapport des forces, une alternative obligeant le patron à céder du terrain

dans la répartition de la valeur ajoutée et des gains de productivité. Résistance et conquêtes sociales passent par le changement de regard des salariés sur leur syndicat. Plus accessible, plus proche, moins institutionnel, plus engagé, plus à l'écoute et ouvert à leurs aspirations sont les qualités attendues par un monde du travail en grande souffrance.

UN SYNDICALISME DE TRANSFORMATION SOCIALE EN PRISE AVEC LE RÉEL

Besoin d'un syndicalisme de lutte et rassembleur

À l'inverse de ce qui se répand à travers les ondes et des médias papier aux mains des « puissants », le syndicalisme déterminé à défendre les intérêts de sa

conflits à Vitrolles, à *Paris-Normandie*, à Arjo Crèvecoeur, à Pages Jaunes, à Véliob, Adrexo, etc.

Les travailleurs dans leur très grande majorité attendent autre chose du syndicalisme que la négociation de la hauteur de la prime pour pointer à Pôle Emploi, c'est pour cela que les luttes que nous menons dans nos secteurs rencontrent une grande légitimité auprès des salariés et débouchent sur des victoires.

La détermination de nos camarades de Wizernes depuis bientôt quatre années est un élément dynamisant pour nombre de combats sur les questions d'emploi et de politique industrielle.

Les germes d'une riposte sociale d'ampleur et conquérante sont là.

Pour autant encore faut-il surmonter les mises en opposition qu'opère le patro-

pourquoi, ou comment il fallait faire les choses.

C'est au contraire le moment d'élever notre niveau de mise en commun, le moment où les travailleurs, les citoyens ont besoin de nos échanges, nos choix, nos orientations, pour les traduire directement dans leur quotidien par des actes, du concret, du contact et de la présence.

Un syndicalisme revendicatif

La CGT, comme ses organisations, n'est pas en manque de propositions et d'alternatives à la casse sociale qu'opère le libéralisme.

Loin d'attendre un hypothétique ruissellement des richesses engrangées par une infime minorité vers la quasi-unanimité de la population, nos revendications poussent à sortir de ce système capitaliste mortel pour l'humanité et la planète. Face aux attaques toujours plus violentes du patronat et de son gouvernement de combat, la résistance sociale pour inverser le rapport de forces doit s'appuyer sur une démarche revendicative ouvrant des perspectives de conquêtes sociales du lieu de travail au choix de société.

Ce travail d'élaboration constante des revendications prend appui sur les réponses aux besoins et aspirations du monde du travail.

Dans nos filières, les remises en cause sont à l'aune de ce qui se passe dans le reste de notre société.

Nous sommes confrontés à l'inversion de la hiérarchie des normes prétexte entre autres à la remise en cause de nos conventions collectives. La transformation de nos métiers par la technologie numérique est utilisée pour contourner les statuts sociaux issus de luttes sociales importantes et inscrits dans nos conventions collectives.

Si nous avons réussi à plus que limiter la casse des conquits conventionnels en presse magazine, c'est grâce aux mobilisations importantes organisées par l'intersyndicale dans les grands groupes du secteur.

Le travail exceptionnel du SNJ CGT et des syndicats de la FILPAC a permis de peser fortement dans la réussite de ces mobilisations. Nous devons en tirer tous les enseignements pour riposter à l'attaque que mène le patronat de la presse spécialisée. L'unité de toutes les forces CGT (SNJ CGT et syndicats de la FILPAC) sera indispensable dans la construction du rapport de forces pour s'opposer aux remises en cause des droits conventionnels.

Le travail fédéral consiste à donner corps à des socles conventionnels forts



classe est plus que jamais d'actualité et répond à un besoin grandissant des salariés.

Le syndicalisme d'accompagnement n'est pas et ne sera jamais la marque de notre FILPAC. Face à la violence patronale et à celle de l'État, l'attente est forte d'avoir une riposte qui puisse se construire sur des perspectives de changement de société.

Certes, la menace permanente de sombrer dans la précarité, d'être privé de son emploi pèse avec force sur les consciences et les capacités de mobilisation, mais la multiplication des luttes actuelles dans les entreprises et les professions est un indicateur qui ne trompe pas.

La récente mobilisation massive des personnels des EHPAD dans toute la France, comme ceux de la Fonction publique, ou encore des cheminots à venir, des électriciens, gaziers et retraités est autant de signes d'une montée en puissance d'un climat de conflit social qui se globalise.

Dans nos professions, on ne compte plus depuis le début d'année les arrêts de travail pour des augmentations de salaire, des créations de postes de travail, des titularisations de CDD. La bataille pour l'emploi change de forme et se radicalise comme le montre les récents

nat au sein des collectifs de travail, d'un même groupe, d'une même profession en persuadant que ses propres intérêts se confondent avec ceux des travailleurs qui accompagneront ses choix.

Certains vont jusqu'à taire les revendications des salariés pour tenter la récupération de la charge de travail « salvatrice » prise à d'autres dont l'emploi se retrouve dès lors menacé. Ces stratégies syndicales sont suicidaires et relèvent plus du clanisme que du syndicalisme. Elles symbolisent souvent ce que nous avons coutume de nommer la stratégie « du dernier qui éteindra la lumière »!

Dans un monde du travail éclaté, au salariat fragmenté, aux statuts multiples, le syndicalisme de classe est celui qui permet la reconstruction de l'unité et de la solidarité des travailleurs à partir du « carreau cassé » jusqu'à la transformation sociale.

C'est à cette tâche que la Fédération doit consacrer l'essentiel de son effort. Elle doit aider tous les syndicats, toutes les nouvelles bases de ses champs professionnels à s'engager dans cette voie.

C'est maintenant qu'il faut veiller, dans chacun de nos syndicats, à ne pas nous désunir, à ne pas céder à l'ambiance qui voudrait que les uns disent aux autres

en droits sociaux et qui embrassent l'ensemble du salariat travaillant dans nos filières professionnelles. Loin de se contenter de sauvegarder l'existant, il nous faut revendiquer des statuts plus forts, des droits sociaux de haut niveau, en phase avec les attentes des travailleurs de nos champs professionnels. C'est tout le sens de ce qu'entreprennent les camarades de la PQR, de la PQD et de

Macron et son gouvernement s'attaquent à notre démocratie par la remise en cause des mécanismes qui permettent encore aux citoyens d'avoir une pluralité de choix dans l'information.

la PHR dans la négociation qui s'ouvre sur une convention unique de la presse en région. Nous y revendiquons un statut du travail des salariés de l'information, prenant appui sur celui des ouvriers du Livre et des journalistes pour les renforcer à l'ère de l'information plurimédia. Tout comme les camarades de la production et de la transformation du papier qui militent pour unifier les 6 socles conventionnels actuels dans une même convention collective de haut niveau.

Concomitamment à ce travail revendicatif, il nous faut répondre aux coups destructeurs de l'État « macronien » dans nos champs professionnels.

Poursuivant, pour le compte des dix milliardaires qui possèdent 90% des médias, les basses-œuvres des États généraux de la Presse de Sarkozy, Macron et son gouvernement s'attaquent à notre démocratie par la remise en cause des mécanismes qui permettent encore aux citoyens d'avoir une pluralité de choix dans l'information.

Remise en cause de la loi Bichet, concentration des titres et uniformisation des rédactions, destruction des capacités d'impression, tout est fait pour que les Big Brother du CAC 40 distillent leur pensée unique sur toutes les ondes et dans tous les papiers.

Notre revendication d'une loi pour l'information pluraliste et libre prend le contre-pied de cette dictature du capital. Nous rencontrons des difficultés dans son élaboration liées à des divergences de points de vue et à un manque de débats sur le sujet en notre sein.

Il nous faut rapidement dépasser cet état si nous voulons rassembler et imposer un autre modèle que la destruction de valeur organisée par les édi-

teurs comme par l'imprimeur dédié à la PQN.

La constitution de groupes de travail fédéraux sur le sujet, ouvert à tous, peut être le moyen de retrouver un chemin commun dans le respect du point de vue de chacun. Et dans le même mouvement de construction revendicative, nous allons avec le SNJ CGT et la Fédération du Spectacle et de la Culture continuer ce travail qui concerne toute la CGT d'une loi pour l'information.

Un autre volet de notre travail revendicatif fédéral concerne nos secteurs industriels et en particulier celui de l'industrie papetière et du carton. La Fédération et ses syndicats font feu de tout bois contre les destructions de capacités de production sur notre territoire et leur délocalisation dans d'autres parties de la planète.

La filière du secteur partant de l'exploitation forestière jusqu'à celle du recyclage du papier-carton et autres produits cellulosiques nécessite une véritable politique industrielle durable.

Dans la région Grand-Est, le projet de l'installation d'une usine de trituration de pâte à papier serait une réponse à la spéculation mondiale de cette matière et permettrait le développement de l'industrie du papier-carton dans cette partie du territoire. C'est un exemple parmi d'autres d'une politique industrielle viable et durable.

Développer le potentiel militant

L'entreprise est le premier lieu de confrontation et de partage de nos propositions revendicatives avec les salariés. Reprendre le chemin de la bataille des idées est indispensable si nous voulons donner d'autres perspectives que celles que nous promettent Gattaz et son gang de pilleurs.

Débatte de notre projet de Code du travail du XXI^e siècle, des 32 heures voire moins pour le travail posté, élargir la protection sociale à l'emploi par une sécurité sociale professionnelle, dépasser le lien de subordination à l'employeur par l'instauration du nouveau statut du travail salarié, augmenter les salaires de plus de 10 %, nous avons de quoi échanger et convaincre collègues et salariés.

C'est faire aussi démonstration que notre syndicalisme n'est ni dans le refus perpétuel ni dans le passivisme mais est une force de proposition novatrice et de changement pour une société plus juste et plus humaine.

Pour ce faire, notre fédération doit investir fortement dans la formation des militantes et militants. Le changement de paradigme social qu'impose Macron et son gouvernement au nom du MEDEF

nous impose de donner à la formation syndicale de multiples dimensions.

Former aux nouvelles instances pour tenter d'y imposer des prérogatives syndicales anciennes et nouvelles, continuer de former sur les problématiques du Travail (santé, organisation, conditions de travail...), former au coût du capital et à l'économie-politique, former à notre syndicalisme sont autant d'actions nécessaires pour modifier les rapports idéologiques et balayer le fatalisme mortifère ambiant.

L'école de formation syndicale demeure un objectif de notre fédération, mais tellement annoncée qu'elle tend à devenir un « serpent de mer ». Passer de l'effet d'annonce à la concrétisation nécessite d'y investir des moyens, d'y travailler collectivement et de partager son contenu avec d'autres organisations de la CGT.

Un syndicalisme de masse

Formés, les militantes et militants FILPAC sont mieux préparés pour convaincre d'autres salariés de rejoindre l'organisation syndicale.

Le syndicalisme de classe est un syndicalisme de masse. Ces deux principes sont consubstantiels. L'avant-garde éclairée ne fait pas partie de notre culture syndicale. Nous considérons que le collectif est toujours plus riche et puissant que quelques « sachants » !

Notre syndicalisme ne peut se développer que s'il s'adresse à l'ensemble des travailleurs et qu'il les rassemble, que s'il incarne la réalité sociale de nos secteurs. Ce n'est pas aux salariés de s'adapter à la CGT mais à la CGT de s'adapter aux salariés tels qu'ils sont ! En la matière, un travail immense est à réaliser.

Les champs professionnels couverts par les syndicats FILPAC sont composés à plus de 50 % par des femmes. Nos syndicats très majoritairement sont composés à plus de 80 % par des hommes ! Quant à notre direction fédérale, elle est le reflet de nos insuffisances : 4 femmes sur 62 membres y sont élues, ce qui est une régression par rapport à la précédente mandature. Rien n'est inéluctable, mais disons le franchement, nos pratiques syndicales écartent les femmes des responsabilités et il leur est difficile de trouver leur place légitime.

Travailler sur la qualité de la vie syndicale éviterait sans aucun doute le cumul de mandats et la dérive qui l'accompagne d'un syndicat composé pour l'essentiel d'élus et mandatés.

Si les salariés ont besoin d'instances représentatives du personnel, ils ont encore plus besoin de syndicats puissants dans lesquels ils adhèrent en masse.

Etre attractif c'est être utile, c'est démontré l'efficacité de l'outil syndical même si la tâche est des plus difficiles vue le contexte social.

Les jeunes doivent aussi pouvoir trouver leur place dans notre organisation. Trop souvent, le syndicat est une structure qui leur est inconnue, hermétique et qui ne s'intéresse que peu à eux et à leurs problèmes quotidiens.

Connaissant la précarité comme seule porte d'entrée à l'emploi et dans leur vie, ils ont des difficultés à s'identifier à un syndicalisme qui ne parle qu'aux salariés à statut et dont les acquis sont remis en cause.

Éviter les mises en opposition entre générations, entre travailleurs aux situations différentes exige un syndicalisme en prise avec le réel et dont l'élaboration revendicative part de ce que les travailleurs ont comme besoins. Cela nécessite de tourner notre activité syndicale davantage vers celles et ceux qui nous entourent plutôt qu'en réunions avec les directions d'entreprise sur des sujets imposés. Concernant la continuité syndicale, nous avons toujours de bonnes intentions mais leur concrétisation se fait attendre ! Passer du dire au faire exige du pragmatisme et des dispositifs à mettre en place dans chacune de nos bases pour éviter l'évaporation importante de syndiqués sitôt que le droit mérité à la retraite s'exerce.

Nous avons ouvert systématiquement les colonnes de notre journal fédéral et de nos différents canaux de communication à nos camarades de l'UFR, cela leur permet de faire connaître l'utilité de rester syndiqué de par l'activité revendicative qu'ils mènent.

Nous devons, dès la fin du comité général mettre en place un plan de travail syndical par syndicat pour recenser celles et ceux qui feront valoir leur droit à la retraite pour prendre contact avec eux et systématiser le transfert de leur adhésion vers la structure adéquate.

Les potentialités de syndicalisation dans nos secteurs sont énormes et nous en avons la preuve régulièrement.

Depuis plus d'un an, de nouvelles bases se sont créées dans le labeur, le cartonage, l'industrie papetière, la communication. Il ne s'agit plus comme auparavant d'actes isolés de salariés mais de collectifs de salariés qui se syndiquent.

Si nous continuons de perdre des syndiqués dans la presse quotidienne, force est de constater que nous progressons malgré les restructurations et fermetures d'entreprises dans d'autres secteurs. Une part importante du salariat de nos

secteurs est éclatée dans de multiples entreprises de moins de 50 salariés, dépourvues d'organisations syndicales.

Le travail avec les unions départementales et union locales est indispensable pour aller à leur rencontre. La Fédération investit des moyens dans les régions. À Bordeaux, à Rennes, à Limoge, à Toulouse et dans les Landes, la FILPAC met en place des référents régionaux en lien avec l'interprofessionnel pour développer notre organisation dans un maximum de bassin d'emplois.

Au 6^e congrès, nous l'affirmions : « *syndiquons-les tous* ». Alors faisons-le.

CONCLUSION

Notre comité général se situe dans une période charnière où les luttes fleu-

rissent face aux coups patronaux qui pleuvent sans discontinuer. La volonté du président Macron et de ses donneurs d'ordre, les grandes fortunes, est bien d'aller au bout de cette contre-révolution libérale pour définir une société plus inhumaine basée sur le chacun pour soi, la concurrence dans toutes les sphères de la société comme seul mode de « régulation ».

Tout n'est pas joué, loin de là ! s'ouvrent à nous des possibilités de résistance et des potentialités de conquêtes importantes. Pratiquons un syndicalisme revendicatif, conquérant, combattif et nous pourrions ensemble faire du passé « table rase » pour bâtir une société de justice sociale, de paix, respectueuse de l'environnement. ●

Fédération des travailleurs des industries du Livre, du Papier et de la Communication CGT

filpac cgt

Carton
Distribution
Édition
Labeur
Papier
Presse
Publicité

RENNES
Complexe des Deux-Ruisseaux
Chantepie
> 28, 29 mars 2018

COMITÉ GÉNÉRAL